

Peut-on contrecarrer le FMI en Afrique grâce aux accords bilatéraux de swaps de devises Chinois ?

Part 1 : Quels enseignements pour une meilleure diversification des outils financiers africains?

Inès Day est une jeune chercheuse et étudiante à Sciences Po dont les travaux portent sur les reconfigurations politiques et économiques de la Tunisie et de l'Afrique du Nord. Ses recherches critiques analysent les modèles de développement à travers les inégalités structurelles, la justice climatique et les dynamiques de coopération internationale qui transforment la région.

Maha Ben Gadha est une chercheuse, activiste et défenseuse de la justice sociale et économique, en particulier dans le contexte de l'Afrique du Nord et plus largement du Sud Global. Elle est responsable principale de programme économique à la Fondation Rosa-Luxemburg. Ses travaux portent sur les questions de développement, de décolonisation et de modèles économique alternatifs.

Graphic design: Roots Prod - Ala Agrebi



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de la Rosa Luxemburg Stiftung, bureau d'Afrique du Nord.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement la position de la Rosa Luxemburg Stiftung

RÉSUMÉ:

Cet article analyse l'outil monétaire des accords bilatéraux de swaps de devises (Bilateral Swaps Agreement ou BSA)¹, en particulier les BSA chinois, et évalue leur potentiel de diversification financière pour les pays africains. Nous étudierons les mécanismes des BSA en général, leurs avantages et leurs limites, ainsi que les conditions de leur succès, afin de recommander des stratégies adaptées aux décideurs africains pour renforcer la résilience économique du continent et réduire la dépendance de leurs pays aux monnaies hégémoniques comme le dollar et l'euro.

L'article est structuré en deux parties :

Dans cette première partie, 1) Nous expliquerons le fonctionnement des BSA. Ensuite, 2) leurs spécificités, comparés au accords du FMI, pour comprendre les avantages et les inconvénients de leur utilisation 3) Nous explorons aussi les intérêts commerciaux et stratégiques chinois qui sous-tendent la conclusion de ces accords, afin de comprendre comment les pays africains peuvent en tirer profit.

Dans la deuxième partie de cet article, qui paraîtra bientôt, nous étudierons des exemples concrets d'accords de swaps conclus par certains pays africains avec la Chine, 2) Nous analyserons aussi les défis liés au développement de ces outils pour la Chine et pour les pays africains pour enfin 3) Développer des propositions concrètes pour les décideurs africains, consolider leur souveraineté économique et monétaire.

¹ Dans ce papier les termes « accords bilatéraux de swaps en devises », « accords de swaps monétaires », ou « BSA » ou « BCS » sont utilisés de manière interchangeables.

² De même, les termes « Yuan », « Renminbi » ou « RMB » désignent la même monnaie.

Peut-on contrecarrer le FMI en Afrique grâce aux accords bilatéraux de swaps de devises Chinois ?

Part 1 : Quels enseignements pour une meilleure diversification des outils financiers africains?

INTRODUCTION : L'Afrique face au système financier international : Des crises de balance des paiements à l'impératif d'alternatives monétaires

Pour un grand nombre de pays africains les déséquilibres de la balance des paiements (BoP) les confrontent à des crises de dettes récurrentes. Ces déséquilibres sont souvent causés par des chocs économiques externes, comme les fluctuations des prix des matières premières, auxquelles leurs économies sont dépendantes, ou liées à des décisions monétaires exogènes, comme la hausse des taux d'intérêts de la Fed (Federal Reserve System – Banque centrale États-Unienne). A titre d'exemple, à la fin des années 70, le choc Volcker³ a plongé plusieurs pays africains dans une crise de la dette insurmontable, qui a duré pendant toute la décennie 80. Ou lorsqu'en 1994 la France a décidé de dévaluer le Franc CFA de 50%, ce qui a déclenché une onde de choc dans les pays de la zone franc les forçant à des ajustements drastiques⁴. Le Fonds monétaire international (FMI), une institution multilatérale qui a pour objectif d'aider les pays en situation de crises de BoP, bien qu'il reconnaisse ces causes externes dans ses rapports, inflige souvent des ajustements internes aux populations et aux États en crises. En effet, les conditionnalités liées aux accords du FMI, non seulement ne traitent pas les causes des déséquilibres de la balance des paiements -puisqu'elles continuent à préconiser de libéraliser le compte courant pour assurer la libre circulation du capital, vers les centres financiers, ce qui permet une extraction continue de la valeur vers les pays du Nord- mais elles profitent de ces crises économiques, qui deviennent rapidement des crises politiques, pour continuer à réduire le rôle de l'État dans les sphères sociales, (en s'attaquant principalement au déficit budgétaire) avec des conséquences désastreuses pour les populations et les communautés locales. Elles poussent les pays signataires à libéraliser les secteurs économiques lucratifs au profit des entreprises multinationales, qui possèdent un avantage compétitif par rapport aux entreprises locales, tout en maintenant un contrôle strict sur les politiques monétaires et budgétaires du Pays, pour les maintenir en position de subordination. Ces politiques ne ressoudent pas les problèmes de la balance des paiements mais renforcent les inégalités économiques déjà existantes. Pire, ces mesures accentuent souvent la vulnérabilité de ces pays à de nouveaux chocs. Cette recette s'est appliquée durant des décennies sur les Pays du Sud, pour les maintenir en position de périphérie, et plus particulièrement pour les pays africains afin de continuer le processus extractif à bas coût, et ce même après la fin de la colonisation.

Les Programmes d'Ajustement Structurel (P.A.S.), sont un exemple marquant de ces me-

3 Le « choc Volcker » fait référence à la politique monétaire drastique mise en œuvre par Paul Volcker, président de la Réserve fédérale américaine (Fed) de 1979 à 1987. Face à une inflation galopante aux États-Unis (atteignant près de 15% en 1980), Volcker a décidé de relever brutalement les taux d'intérêt directeurs, qui ont atteint des niveaux historiques dépassant 20% en 1981.

4 Pigeaud, F., & Sylla, N. S. (2021). Africa's last colonial currency: The CFA franc story. Pluto Press

sures mises en œuvre durant les années 80. Ces politiques ont entraîné pour les populations une augmentation du chômage, du coût de la vie et une détérioration des services publics^{5,6}. Pour les pays exportateurs de pétrole comme le Nigeria, la chute des prix du pétrole en 86, a particulièrement affecté les revenus de l'Etat, le contraignant à signer un accord avec le FMI qui a favorisé la privatisation des secteurs économiques lucratifs, au bénéfice principalement des entreprises étrangères, tout en appauvrissant une grande partie de la population.^{7,8}

De plus, l'adhésion au GATT et aux accords d'association de l'UE dans les années 90, a plongé les nations africaines dans un cercle vicieux d'endettement : D'un côté, pour stimuler leurs exportations, ils ont dû assouplir les restrictions d'accès au marché aux investisseurs étrangers, leur permettant ainsi d'exploiter les ressources naturelles et humaines à bas coût, tout en leur accordant des avantages fiscaux et des privilèges de rapatriement de bénéfices sans restrictions. D'un autre côté, les pays du Nord et les entreprises multinationales ont sécurisé leurs monopoles sur les technologies, à travers les accords TRIP(s), ce qui a permis de maintenir la spécialisation des pays du Sud et particulièrement l'Afrique dans les produits à faible valeur ajoutée ou dans l'exportation de produits agricoles bruts et ressources non transformées, ce qui a aggravé encore plus leurs déséquilibres commerciaux, au profit des pays du Nord.

Avec la chute des prix des matières premières des années 90, les chocs liés aux politiques monétaires de la Fed, et la dévaluation forcée des monnaies (Franc CFA 1994/ PAS) ces pays ont dû faire face à un besoin permanent de devises étrangères pour couvrir leurs besoins d'importations, tout en continuant à exporter des produits à faible valeur ajoutée. A terme, les revenus en devises de ces pays ne permettaient plus de couvrir ni leurs besoins de financements, ni le remboursement de leur dette extérieure accumulée, (exacerbées par les manipulations monétaires des pays du nord), les poussant ainsi à contracter plus de dettes et les contraignant à dévaluer encore plus leurs monnaies.⁹

A travers le mécanisme de la dette, l'influence de ces institutions s'est vue encore plus renforcée, en début du 21^{ème} siècle. Pour les pays du Printemps Arabe tels que la Tunisie, ou l'Égypte, l'influence étendue du FMI s'est révélée de manière évidente lors du sommet de Deauville en mai 2011. Le FMI, dans une approche concertée de « cartellisation des bailleurs »¹⁰, a été placé au centre des choix stratégiques qui ont profondément influencé l'économie de ces pays au cours de la dernière décennie¹¹. Quant aux marchés financiers internationaux, qui représentent théoriquement la voie alternative aux bailleurs traditionnels, leur accès est resté tributaire des notes attribuées par les agences de notation. Or, ces dernières conditionnent systématiquement leurs évaluations positives à la conclusion d'un accord avec le FMI ou encore à la mise en œuvre de ces conditions après signature.

5 Dembele, D. M. (2003). Debt and destruction in Senegal: A study of twenty years of IMF and World Bank policies. *World Development Movement*

6 Kingston, K. G. (2011). The impacts of the World Bank and IMF Structural Adjustment Programmes on Africa: The case study of Cote D' Ivoire, Senegal, Uganda, and Zimbabwe. *Sacha Journal of Policy and Strategic Studies*, 1(2), 110–130

7 World Bank. (1994). Nigeria- Structural adjustment program: Policies, implementation, and impact. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/959091468775569769/pdf/multi0page.pdf> p32-33

8 Ubah Chukwudi Nelson. (2025). Structural Adjustment Programme (SAP) and Nigeria's Development: Lessons for the Government. *Journal of African Innovation and Advanced Studies*, 7(2). <https://doi.org/10.70382/ajaias.v7i2.010>

9 The editors, & Patnaik, P. (2021). Introduction. In M. B. Gadha, F. Kaboub, K. Koddenbrock, I. Mahmoud, & N. S. Sylla (Eds.), *Economic and Monetary Sovereignty in 21st Century Africa* (1st ed., pp. 1–22). Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv244ssnb.4>

10 Chendoul, J., (2015) Le partenariat de Deauville, à l'origine des politiques économiques en Tunisie, actes de conférence, OTE 17-09-2015 20150917_economie_politique_le_partenariat_de_deauville.pdf

11 Mossallam, M. (2015). The IMF in the Arab world: Lessons unlearned. SSRN. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2705927>

Plus récemment, la pandémie, du Covid-19, les catastrophes climatiques, la guerre en Ukraine, l'inflation alimentaire, n'ont fait qu'aggraver cette situation et ont révélé au grand jour, un système financier international défaillant pour l'Afrique et pour les pays du Sud et a mis en lumière son double standard : Les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale), conçues pour être « des prêteurs de dernier ressort » et des bailleurs du développement, ont priorisé le sauvetage des économies du Nord, tout en continuant à imposer à l'Afrique des cures d'austérité toxiques, répétant les erreurs des années 1980 et leurs « décennies perdues » qui a abouti à un drainage massif et non compensé des ressources africaines au profit des économies du Nord, compromettant durablement les perspectives d'industrialisation souveraine et de développement humain sur le continent.¹²

D'un autre côté, l'absence d'une alternative financière panafricaine crédible a verrouillé le continent dans une dépendance systémique à ses ex-colonisateurs. Faute de marché intégré et d'autorités monétaires réellement souveraines, les mécanismes continentaux, qu'il s'agisse de l'UA (Union Africaine) ou de la ZLECA (Zone de Libre-Échange Continentale Africaine), ou des banques centrales Africaines (comme la BCEAO, ou la BEAC) ont trop souvent reproduit des schémas hérités du Nord sans rompre avec la logique extractive qui maintient l'Afrique en périphérie de l'économie mondiale. Cette vacance stratégique a laissé les États africains désarmés, pendant longtemps face aux chocs extérieurs, contraints d'accumuler et de puiser dans leurs réserves de change comme ultime rempart contre les crises de balance des paiements, quand des chocs surviennent. Ces réserves, censées garantir la stabilité macroéconomique du pays et protéger l'économie des fluctuations externes, sont continuellement mises sous pression par des difficultés exogènes.

Pourtant, dans ce contexte de vulnérabilité, des initiatives ont émergé pour contourner les structures financières dominantes. N'étant pas en mesure de reformer le système à cause des rapports de forces qui ne sont pas en leur faveur, et à défaut d'un projet africain, pleinement structuré et favorable, certains pays se tournent vers des arrangements pragmatiques pour surmonter les crises, et ouvrent la voie à une diversification de leurs sources de financement pour atténuer leur dépendances au système hégémonique du dollar. Des solutions comme les Swaps monétaires ciblés, les systèmes de paiement régionaux¹³, les accords bilatéraux de dernier recours, bien que n'offrant pas encore une alternative systémique, révèlent, une prise de conscience croissante de l'importance de la souveraineté monétaire, et des contraintes posées par l'hégémonie du dollar sur le système financier international.

Les Bilatéral Swap Agreements (BSA), cités par l'OTE¹⁴ comme l'alternative la plus crédible au FMI depuis la crise asiatique de 1990 et la crise mondiale de 2007, ont démontré leur efficacité pendant la pandémie de Covid-19, atteignant un volume de 1,9 trillion USD en 2020. Contrairement aux conditionnalités rigides du FMI, qui renforcent l'ancrage au système monétaire international centré sur le dollar, les BSA offrent (1) Une liquidité urgente sans conditions d'austérité imposée, (2) Une stabilité monétaire face aux chocs globaux, (par exemple une inflation importée, ou la hausse des taux de la Fed) (3) Un levier stratégique pour les pays émergents puisqu'ils permettent de stimuler les échanges régionaux. Cependant, leur accès reste asymétrique, largement contrôlé par des institutions du Nord global comme la Fed et la BCE (Banque Centrale Européenne), qui privilégient des alliances géopolitiques excluant le Sud global.

12 Sullivan, D., & Hickel, J. (2025). Plundering Africa: Income deflation and unequal ecological exchange under structural adjustment programmes. Review of African Political Economy. Advance online publication. <https://roape.net/2025/02/28/plundering-africa-income-deflation-and-unequal-ecological-exchange-under-structural-adjustment-programmes/>

13 Tels que EAPS (East African Payment System) et REPSS (Regional Payment and Settlement System) pour la SADC ou le PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System), qui est le Nouveau système panafricain soutenu par l'Afreximbank pour les paiements intra-africains.

14 Ben Rouine, C. (2023). Sortir du FMI : Diversifier l'économie pour garantir la souveraineté économique de la Tunisie. Observatoire Tunisien de l'Économie.

https://www.economie-tunisie.org/sites/default/files/version_actuelle_sortir_du_fmi_-_partie_1_-_diversifier.pdf

Les Bilateral Swaps Agreements (BSA) : Fonctionnement & Implémentation

Historiquement, les accords de swap de devises bilatéraux (BSA) se sont imposés comme des outils cruciaux de gestion de crise et d'accès aux liquidités dans les pays occidentaux. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, et à la fermeture brutale des banques new-yorkaises les accords de swap de devises bilatéraux¹⁵ ont été utilisés comme un outil de gestion de crise puis d'accès aux liquidités régulier dans les pays occidentaux. Afin de préserver la continuité des paiements internationaux, la Fed a injecté des milliards de dollars à la Banque Centrale Européenne (BCE) en échange d'Euros. L'utilisation de swaps comme outil de stabilisation monétaire a connu un regain marqué lors de la crise financière de 2007-2008 pour contrer la pénurie de liquidités en dollars, aggravée par les craintes concernant la solvabilité des agents économiques. Plus tard en octobre 2013, la Fed a instauré des accords de swap permanents avec cinq banques centrales étrangères de pays développés (la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse et la BCE)¹⁶ pour faire face à la pénurie de liquidités et alléger les tensions de financement en dollars.

Cependant, cette restructuration de l'accès aux liquidités au niveau international sa renforcé "la hiérarchie monétaire internationale"¹⁷, excluant de fait les nations africaines et les pays émergents de ces sources de financement vitales. Cependant, cette exclusion systématique a paradoxalement ouvert la voie à l'émergence d'une alternative notable. La Chine a habilement détourné ce mécanisme à son profit pour promouvoir l'usage international de sa monnaie, le Renminbi (RMB)¹⁸. En offrant des solutions de liquidité aux pays marginalisés par le système dollar. La Chine a étendu les siens à plus de 40 partenaires dès 2020, dont plusieurs pays africains, alors que la Fed limitait les siens au cercle occidental. Dans un contexte de fragmentation croissante du système monétaire international, ces accords offrent aux États africains un accès direct au Renminbi, leur permettant de contourner partiellement les contraintes du dollar et de renforcer leurs réserves de change.

Le contexte actuel de multipolarité, marqué par la nouvelle guerre froide entre la Chine et les États-Unis- allant des sanctions économiques et tarifaires aux guerres législatives menée par les États-Unis à l'encontre des intérêts chinois¹⁹- redessine donc profondément les cartes des alliances économiques et financières mondiales et rend plus probable que les opportunités de coopération entre la Chine et l'Afrique, s'accélèrent et se diversifient, comme en témoignent les derniers sommets Chine-Afrique, et Chine-Pays Arabes organisés dernièrement à Pékin.

Bien que les BSA ne représentent pas encore une révolution monétaire, ils marquent une transformation significative en favorisant l'émergence de solutions parallèles destinées à réduire la dépendance aux systèmes occidentaux. C'est pour cette raison que nous proposons d'étudier leur fonctionnement et d'analyser dans quelle mesure les BSA chinois peuvent constituer une alternative pour aider les pays africains à contrer la défaillance du système financier international et l'hégémonie du FMI sur leurs économies.

15 Bourgeon, P.-A., & Sgard, J. (2012, décembre). Les swaps de devises entre banques centrales : une méthode nouvelle de régulation du système monétaire international (Les Dossiers du CERi, No. 6/2012). Sciences Po, CERi.

16 Song, B., & Xia, Y. (2020). Bilateral swap agreement and renminbi settlement in cross-border trade. *Economic and Political Studies*, 8(3), 355–373. <https://doi.org/10.1080/20954816.2020.1780818>

17 Murau, S., Westermann, C., & Fink, P. (2023). International monetary hierarchy through emergency US-dollar liquidity: A key currency approach. *Competition & Change*, 27(3-4), 495–515. <https://doi.org/10.1177/10245294221118661>

18 Macaire, C. (2024, mai). Comment la Chine internationalise sa monnaie. *L'Économie politique*, 102(2), 8–18.

19 Ben Gadha, M. (2025, April). The backfire effect: Trump's tariffs and the rise of the global South. Rosa-Luxemburg-Stiftung North Africa. <https://rosaluxna.org/publications/the-backfire-effect-trumps-tariffs/>

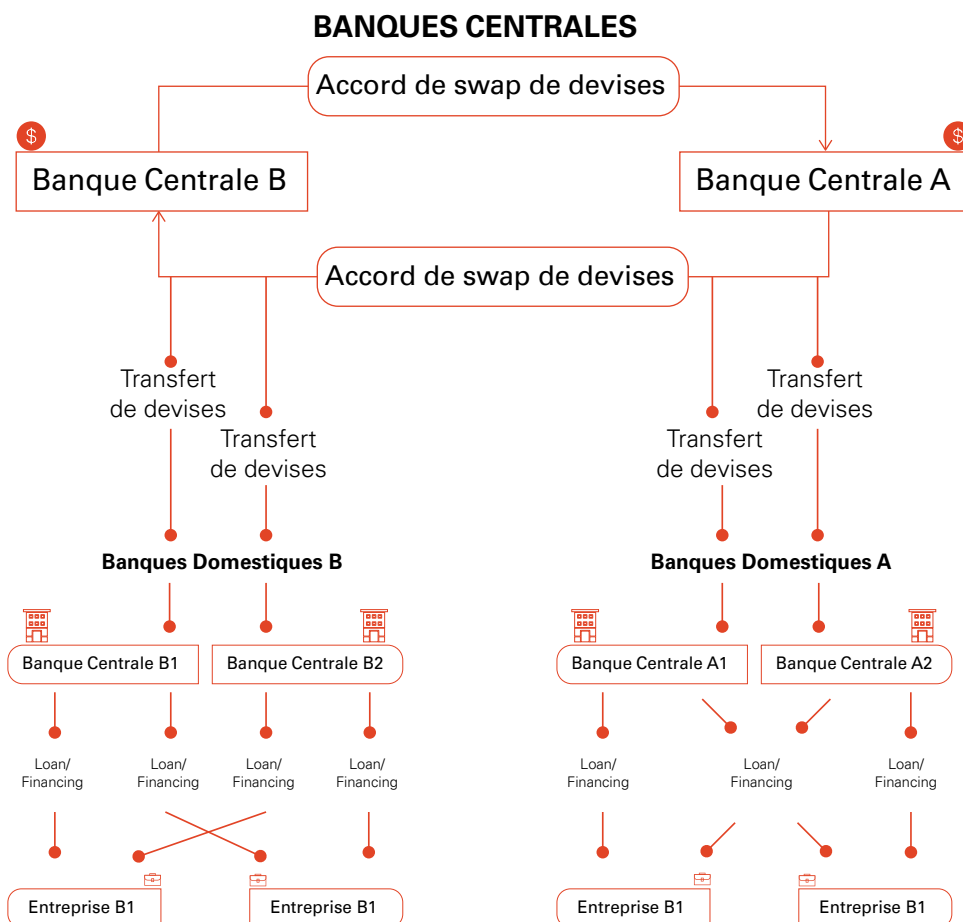
■ Comment fonctionne concrètement ce filet de sécurité ?

Concrètement, les accords de swap de devises bilatéraux fonctionnent comme un échange temporaire de monnaies entre deux banques centrales. Ces deux banques centrales échangent des devises pour un montant défini et une période convenue. Les BSA sont souvent utilisés pour stabiliser les taux de change et réduire la volatilité sur le marché des devises. Ils agissent également comme un filet de sécurité en cas de crise économique, en permettant à un pays d'accéder temporairement à des liquidités sans recourir aux institutions dominantes telles que le FMI. Afin de contourner les perturbations ou des conditions défavorables qui limitent l'accès aux devises des marchés de change, les banques centrales peuvent stabiliser leur monnaie et gérer les transactions internationales avec un pays partenaire via cet outil. Ces mécanismes reposent sur trois étapes principales comme illustrées dans le schéma ci-contre :

1. Négociation et Accord Initial
2. Mise en place et distribution des liquidités
3. Remboursement après la période fixée.

Schéma du fonctionnement d'un accord de devise bilatéral

Diagramme de l'Accord de Swap de Devises Bilatéral (BCS)



Négociation de l'accord & échange initial :
Les deux banques centrales conviennent des termes de l'accord: les montants échangés, la durée (généralement de 1 à 3ans renouvelables) et les taux d'intérêt (souvent proche du marché).

Pendant la durée de l'accord :
Les banques centrales paient des intérêts sur les montants empruntés.

Remboursement des devises :
À la fin de l'accord, les banques centrales se remboursent mutuellement les montants initiaux des devises

Transfer de Devises :
Les banques centrales organisent des enchères pour que les banques commerciales puissent obtenir les devises du partenaire.

Prêts :
Les banques commerciales obtiennent des devises étrangères lors des enchères et peuvent accorder des prêts en devises aux entreprises nationales.

Les entreprises utilisent les prêts en devises pour payer leurs fournisseurs du pays partenaire ou financer leurs importations dans cette devise.

Source : Réalisé par les autrices, sur inspiration du schéma de Nozahie, Naglaa and Ibrahim, Adel, "The Treatment of Currency Swaps Between Central Banks: Egypt Experience" (2017). Documents. 475. <https://elischolar.library.yale.edu/ypfs-documents/2475>

L'utilité économique et monétaire d'un tel mécanisme

Concrètement, lorsque les coûts de financement sont trop élevés, les banques centrales peuvent contourner les marchés financiers par le biais d'accords de swap bilatéraux en devises (BSA). Ces accords leur donnent accès à des devises étrangères, ce qui est nécessaire afin de prévenir les crises ou de stabiliser leurs économies durant celles-ci, ou simplement comme moyen de renforcer les échanges financiers et commerciaux entre les deux pays en question. En agissant comme une réserve de soutien, les BSA protègent les banques centrales des variations des taux de change, minimisant ainsi les pertes potentielles associées aux fluctuations monétaires. Grâce à des taux de change prédéterminés, ce mécanisme facilite les transactions internationales tout en offrant une certaine assurance contre le risque de liquidité et de change. De plus, ces accords permettent aux banques centrales de transférer rapidement des devises étrangères aux institutions financières domestiques, qui peuvent ensuite proposer ces devises de facturation internationales à moindre coût, aux entreprises notamment. En fournissant cette bouffée d'oxygène économique, les BSA allègent donc la pression sur les marchés financiers nationaux et contribuent à prévenir l'instabilité des devises locales. Ce mécanisme présente néanmoins plusieurs risques, notamment celui de contrepartie, qui survient si une banque centrale refuse ou se trouve dans l'incapacité d'honorer les termes de l'accord. S'ajoutent également les risques de marché et de contagion, car la liaison entre les deux devises dans l'accord peut entraîner une propagation des perturbations : Toute instabilité affectant une devise peut avoir des répercussions sur l'autre. Les accords BSA qui aboutissent avec succès renforcent la reconnaissance internationale des monnaies locales, ouvrant ainsi la voie à l'établissement de nouveaux accords similaires axés sur le développement des échanges commerciaux avec d'autres nations.

L'efficacité des accords BSA dépend donc avant tout de l'importance et de la nature des relations financières et surtout commerciales bilatérales existantes ou envisagées entre les deux pays. Puisque les accords BSA améliorent les conditions commerciales bilatérales en réduisant la volatilité des taux de change et les risques associés, leur efficacité repose sur l'intérêt des deux pays à utiliser leurs monnaies locales dans les échanges. Ce qui les rends fondamentalement différents des DTS (Droits de tirages spéciaux accordés par le FMI lors de la signature d'un Accord) qui constitue une réserve qui donne accès à un panier de devises certes, mais sans ancrage commercial spécifique. Alors que les DTS constituent principalement une réserve de valeur abstraite, uniquement utilisables par les banques centrales, les BSA s'affirment comme un mécanisme actif de facilitation et de sécurisation des échanges concrets puisqu'ils irriguent directement l'économie réelle en facilitant les transactions commerciales et les investissements croisés en créant un circuit monétaire intégré entre partenaires commerciaux stratégiques.

Cette approche évite de recourir à des devises internationales intermédiaires, telles que le Dollar ou l'Euro, souvent associées à des coûts de financement supplémentaire, renforçant ainsi les avantages économiques et commerciaux pour les deux partenaires. En se fondant sur ce critère, Omar Chafik et Ali Ben Dob, dans une enquête empirique pour le Fond Monétaire Arabe en 2024²⁰, ont conclu qu'il serait pertinent pour au moins 3 à 7 pays arabes d'établir des accords BCS entre eux, notamment si leur commerce bilatéral et leurs investissements financiers sont fortement exposés au risque de change. Cela permettrait de renforcer l'intégration économique et financière régionale²¹.

20 Chafik, O., & Bendob, A. (2024, August 8). Bilateral Currency Swaps (BCS): Global situation and relevancy among Arab countries. Arab Monetary Fund. <https://www.amf.org.ae/en/publications/economic-studies/bilateral-currency-swaps-bcs-global-situation-and-relevancy-among>

21 Ils notent particulièrement des avantages potentiels à conclure des BCS pour les cas du Bahreïn et de l'Égypte, de l'Irak et des Émirats arabes unis, du Djibouti et du Maroc, (avec une exposition dépassant 0,75 % du PIB) ainsi qu'entre les Émirats arabes unis et le Maroc, le Koweït et l'Égypte, les Comores et les Émirats arabes unis, ou encore entre le Liban et l'Égypte (avec une exposition d'au moins 0,5 % du PIB).

■ Efficacité des swaps pour les pays africains : Flexibilité, réactivité face aux crises, et diversification

À l'inverse des approches multilatérales, les swaps monétaires bilatéraux offrent une réponse rapide et adaptée aux urgences économiques, sans les conditionnalités strictes du FMI. Ces accords fondés sur une confiance mutuelle entre banques centrales, se concluent de manière contractuelle sans être régis par un traité international ou un accord intergouvernemental, ou ratification parlementaire. Ils s'opposent aux DTS du FMI qui eux demeurent limités en volume, soumis à des délais et des conditions draconiennes. Les swaps monétaires peuvent être activés en quelques semaines, c'est ainsi que l'Égypte a sécurisé 18 milliards de RMB en 2016 pour stabiliser ses réserves pendant la crise de la livre égyptienne. Le deuxième avantage des BSA, c'est qu'ils n'imposent pas de conditionnalités politiques (austérité, réformes structurelles, libéralisation) telles que celles des accords du FMI²².

Pour les pays africains, outre la diversification des sources de financement, et la gestion rapide des crises de BoP, cet outil a le potentiel de fluidifier les chaînes d'approvisionnement, et réduire les coûts de transactions : Prenons l'exemple d'un pays africain importateur de machines industrielles chinoises. Traditionnellement, ce pays doit d'abord vendre ses matières premières (café, cacao, minerais) contre des Dollars, puis utiliser ces Dollars pour acheter des équipements chinois. Cette double conversion expose l'économie à la volatilité des taux de change et aux pénuries de devises.

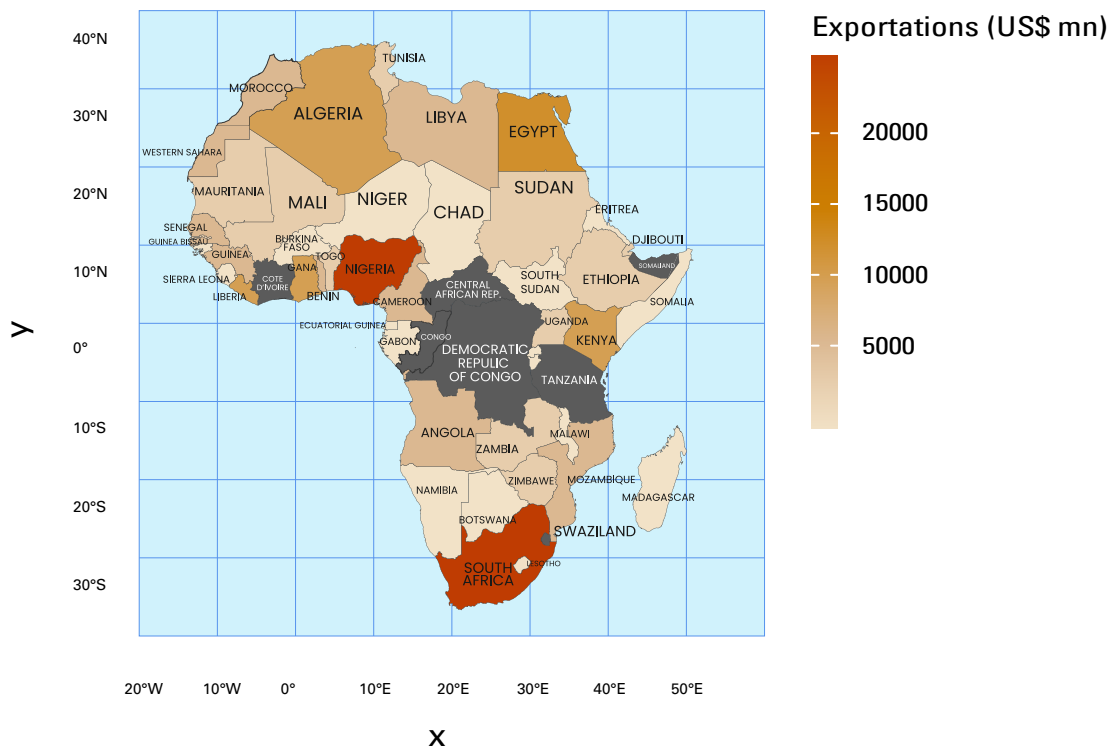
Avec un swap chinois, le processus se simplifie: le pays peut directement payer ses importations chinoises en yuans, obtenus via l'accord bilatéral. Cette fluidité permet de maintenir les investissements productifs même lors des crises de change, préservant la croissance économique. En évitant le passage systématique par le dollar, les swaps réduisent les coûts de change et les risques de fluctuation. Pour une économie africaine fortement dépendante des importations chinoises pour le développement de son industrie par exemple, ou pour moderniser l'infrastructure routière ou de télécommunication, ces économies peuvent représenter des centaines de millions de Dollars sur plusieurs années. Les BSA servent donc également d'outil de dé-dollarisation (réduisant la dépendance des économies aux réserves en Dollars) et permettant une diversification des portefeuilles de réserves de change. Cela est particulièrement bénéfique pour les économies avec peu de réserves de change et sensibles à la volatilité des devises. Sauf que, pour les pays qui sont fortement dépendant des pays occidentaux, le recours aux swaps chinois, peut temporairement soulager les pressions sur les dollars ou euros, mais ne peuvent à eux seuls régler le problème de cette dépendance structurelle, il s'agit pour ceux-là de s'attaquer aux causes structurelles de cette dépendance.

²² Le Monde. (2023, 26 juillet). En Tunisie, les négociations avec le FMI sont « complètement à l'arrêt ». https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/26/en-tunisie-les-negociations-avec-le-fmi-sont-completement-a-l-arret_6183445_3212.html

Figure 2 : Volume des Exportations et Importations chinoises vers le continent Africain en 2023 en USD.

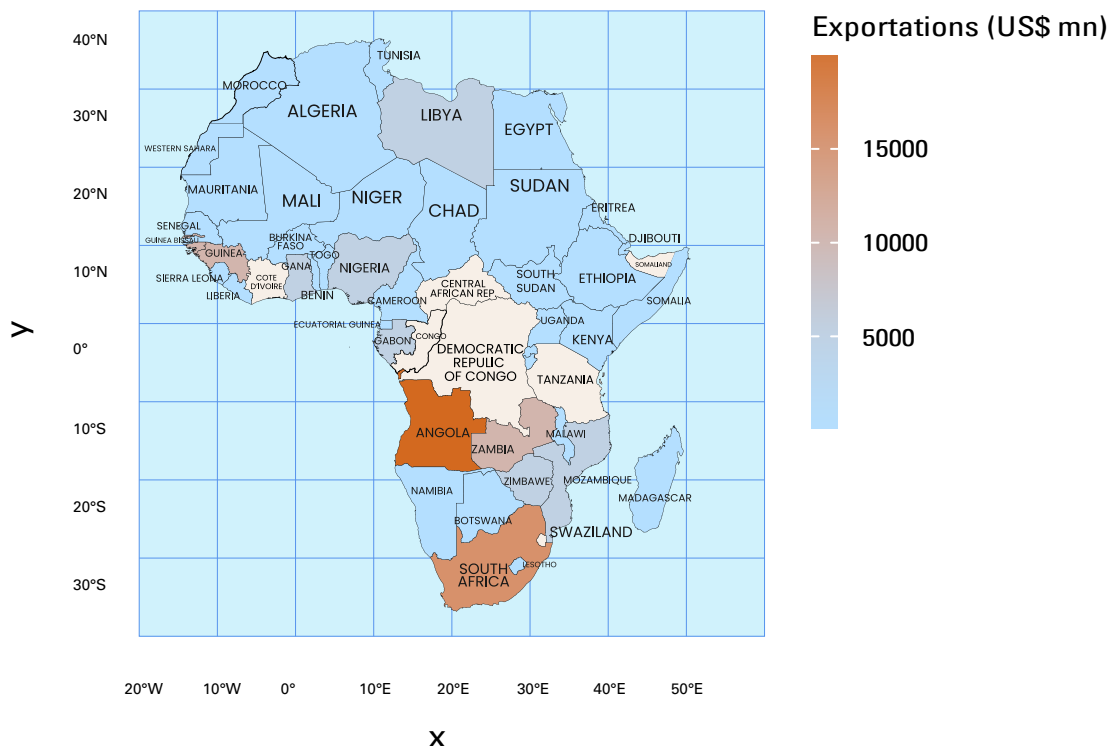
Exportation de la Chine vers les pays Africains

Les zones grises représentent les valeurs inconnues



Exportation des pays Africains vers la Chine

Bleu pastel = faible, rouge rouillé = élevé



Cartes réalisées d'après les données du « Data: China-Africa Trade ». China Africa Research Initiative, <http://www.sais-cari.org/data-china-africa-trade>. Consulté le 15 novembre 2024.

Du côté Chinois : Un levier géoéconomique multidimensionnel

Du côté de la Chine, les yuans obtenus par le pays partenaire via les swaps sont généralement dépensés dans l'économie chinoise : Achats d'équipements, paiement de services d'ingénierie, financement de projets d'infrastructure. Ce qui garantit à la Chine des débouchés stables pour ses exportations, même en période de ralentissement économique mondial. Les surplus de Yuans peuvent être recyclés et servir au commerce intra-africain entre pays utilisant des swaps chinois. Il s'agit donc d'une stratégie particulièrement privilégiée par la Chine d'abord pour écouler sa marchandise, aussi pour acheter les matières premières de ces pays, le développement de ce genre d'outil contribue aussi dans sa stratégie d'internationalisation du Renminbi. C'est pourquoi, ces dernières années, la Chine s'est affirmée comme un acteur clé dans l'octroi de BSA²³ en Afrique, s'imposant comme un partenaire particulièrement attractif pour le continent africain. En plus de la China Exim Bank et de la Banque de développement de Chine (CDB), 13 fonds régionaux et de nouvelles institutions multilatérales innovantes comme la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (AIIB) ont émergé pour soutenir et renforcer le système des swaps monétaires bilatéraux. En développant ce réseau de financement alternatif, la Chine renforce sa position de bailleur bilatéral international clef de dernier ressort²⁴ pour ses partenaires et accroît l'influence et l'utilisation de sa devise sur la scène mondiale. Il s'agit donc pour la Chine d'un outil privilégié dans sa stratégie de propagation de sa devise et de prépondérance commerciale.

Si bien que la Banque populaire de Chine (PBOC) a conclu plus de 40 accords bilatéraux de swaps de devises totalisant plus de 3,7 trillions de RMB avec diverses banques centrales.²⁵ Ces résultats s'expliquent principalement grâce aux politiques d'expansion et de diversification des infrastructures permettant l'octroi de financements bilatéraux à l'étranger.

Figure 3 : Ensemble des accords de swap de devises actuels de la Chine en 2024



La carte a été créée à partir des données disponibles ici : Data: China-Africa Trade, China Africa Research Initiative, <http://www.sais-cari.org/data-china-africa-trade>
Consulté le 14 novembre 2024.

23 Cette position résulte en grande partie de son expérience significative en matière de mise en œuvre des BSA, acquise à travers des accords similaires conclus avec d'autres pays membres de l'Initiative de Chiang Mai (CMI). Créée à la suite de la crise financière asiatique de 1997, cette initiative régionale de coopération financière vise à renforcer la stabilité financière dans la région.

24 Horn, S., Parks, B. C., Reinhart, C. M., & Trebesch, C. (2023, April). China as an international lender of last resort (NBER Working Paper No. 31105). National Bureau of Economic Research. <https://www.nber.org/papers/w31105>

25 People's Bank of China. (2023). 2023 RMB internationalisation report.

<http://www.pbc.gov.cn/en/3688241/3688636/3828468/4756463/5163932/2023120819545781941.pdf>

Pourquoi l'Afrique ? Les motivations chinoises :

L'intérêt de la Chine pour le développement des swaps monétaires en Afrique s'inscrit également dans une stratégie géoéconomique plus large visant à sécuriser et à contrôler les routes commerciales essentielles. Les piliers de cette stratégie annoncées par la Chine dans ses communications officielles sont l'édification des infrastructures, à savoir le transport maritime et transport routier, électricité et télécommunications, dans le but de développer le commerce et l'échange d'information. Les investissements massifs dans les infrastructures (ports, routes, chemins de fer, télécommunications) à travers la BRI ne servent pas uniquement à faciliter l'écoulement de ses marchandises, mais essentiellement à contourner les routes maritimes et terrestres traditionnellement dominées par les puissances occidentales, notamment par son rival américain (the India Middle East Europe Economic Corridor IMEC)²⁶. Par exemple, le développement de ports comme celui de Doraleh à Djibouti²⁷, couplé à des corridors routiers et ferroviaires comme le SGR (Standard Gauge Railway) reliant Mombasa à Nairobi, ou l'expansion du canal de Suez en Egypte, permet à la Chine de créer de nouvelles voies d'accès et d'influence pour son commerce et ses approvisionnements en matières premières²⁸. Ces infrastructures, financées et souvent construites par des entreprises chinoises, offrent un marché captif pour ses technologies et son savoir-faire, assurant un volume de travail considérable pour ses entreprises de construction, d'ingénierie et de télécommunications²⁹ (comme Huawei ou ZTE). L'Afrique représente ainsi un immense potentiel de développement où la Chine peut non seulement écouler ses surplus de production et mobiliser ses entreprises nationales, mais aussi garantir l'accès futur à des marchés de consommation et à des ressources vitales, consolidant ainsi sa position dans la hiérarchie économique mondiale. D'un autre côté les retombées positives de tels investissements sont clairement palpables pour les pays qui ont bénéficié de ces investissements, par exemple le Kenya a vu son PIB augmenter de 1,5% à la fin du projet SGR créant plus de 46 000 emplois locaux³⁰.

La présence chinoise en Afrique a connu d'ailleurs, une croissance remarquable au cours de ces deux dernières décennies. En effet, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) de la Chine vers l'Afrique ont été multipliés par 67 depuis 2003 et en 2021 s'élève à 5 milliards de dollars³¹. Les stocks d'IDE vers les pays africains s'élèvent à 44,19 milliards USD en 2021, alors que 65 % de ces fonds ont été investis depuis le lancement de la BRI³². Cela souligne l'impact de l'initiative sur l'économie africaine. Au cours de la période 2003-2021 de la valeur totale de l'investissement, 45 % des investissements totaux ont été orientés au secteur de l'énergie (incluant barrages, centrales électriques, pétrole et gaz), et 23% vers des projets miniers, essentiellement les métaux critiques, et 18% des fonds ont été orientés vers les constructions.

26 Karan, S. (2025, 22 mai). The hidden war: Powers clash over global trade corridors. The Cradle.

<https://thecradle.co/articles/corridor-clash-how-trade-wars-are-carving-up-the-global-order>

27 Business & Human Rights Resource Centre. (2022, 12 mars). Djibouti: Doraleh Multipurpose Port (Phase I). Récupéré de <https://www.business-human-rights.org/en/latest-news/djibouti-doraleh-multipurpose-port-phase-i/>

28 Rwangoga, D. A. (2022, 25 mai). China's Belt and Road Initiative: A Curse or Blessing for African Countries. Intergovernmental Research and Policy Journal. <https://ir-pj.euclid.int/articles/chinas-belt-and-road-initiative-a-curse-or-blessing-for-african-countries/>

29 Cissé, D. (2022, Novembre). Chinese Telecommunications Companies in Africa: Alignment with African Countries' Interests in Developing their ICT Sector? (Policy Brief No. 07). Megatrends Afrika. https://www.swp-berlin.org/assets/afrika/publications/policybrief/MTA-PB07_Ciss%C3%A9_China_ICT_Africa_final.pdf

30 Rwangoga, D. A. (2022, 25 mai). China's Belt and Road Initiative: A Curse or Blessing for African Countries. Intergovernmental Research and Policy Journal. <https://ir-pj.euclid.int/articles/chinas-belt-and-road-initiative-a-curse-or-blessing-for-african-countries/>

31 China-Africa Institute of Technology and Economic Cooperation (CAITEC). (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines 2023. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163336928.pdf>

32 Nedopil, C. (2024). Bulletin économique Chine-Afrique, édition 2024 [PDF]. Boston University Global China Program. <https://www.bu.edu/gdp/files/2024/04/GCI-China-Africa-Bulletin-2024-FR-FIN.pdf>

L'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, la Zambie, le Nigéria, l'Éthiopie, et l'Angola totalisent 61 % des IDE chinois. L'Angola et la RDC captent à eux seuls 27 % des flux, reflétant la priorité donnée au pétrole et aux minerais critiques.³³

Un des facteurs clés de ce développement de la politique de coopération au développement de la Chine, c'est que Pékin met en avant les valeurs de non-ingérence, d'avantages mutuels et d'inconditionnalité, leur facilitant de fait leur acceptation par les pays en développement. Plutôt que de conditionner le développement à des réformes structurelles, comme le fait le "consensus de Washington", le modèle de Pékin privilégie un pragmatisme économique : les financements sont octroyés sans exigences macroéconomiques strictes, et le développement précède les réformes. À travers cette stratégie la Chine promeut ses propres pratiques économiques. Cela se traduit par des échanges où les matières premières sont échangées contre des biens manufacturés, par des investissements où les infrastructures sont financées en contrepartie de l'accès aux ressources naturelles, ainsi que par des aides financières sans contraintes politiques explicites, mais liées à des objectifs économiques bien définis.

Pour l'Afrique : La diversification des partenariats comme impératif stratégique

Pour l'Afrique, sortir de la dépendance historique vis-à-vis des pays occidentaux rend la diversification des partenariats économiques et financiers plus qu'une nécessité : elle devient la seule stratégie valable. Ceci s'est traduit ces dernières années par l'intérêt croissant de certains pays africains pour la coopération avec la Chine et pour adhérer à des blocs telles que les BRICS.

Bien que du côté Chinois, les facteurs guidant ces choix de coopérations avec les pays africains via les accords de swaps demeurent minées par des contraintes de stabilité politique, et de faiblesses des monnaies des pays, ainsi qu'au degré de développement de leur infrastructure de paiement (ou leur contrôle par les institutions occidentales) au-delà de l'aspect idéologique de contrer le modèle hégémonique occidental, deux clefs de compréhensions principales, se dégagent a priori, et qui expliquent la motivation chinoise de signer des accords bilatéraux de swaps avec des pays africains : i) la présence des ressources énergétiques et primaires disponibles dans les pays concernés, ii) leur positionnement géostratégique, ainsi que leur rôle au sein du réseau chinois de commerce mondial³⁴. Ce qui est évidemment le cas pour plusieurs pays africains. Ce positionnement ouvre des opportunités pour ces économies africaines, que ce soit par le biais de la coopération au développement de long terme ou à travers les accords de swap de court terme, qui pourraient leur offrir une marge de manœuvre accrue face aux contraintes financières traditionnelles.

³³ Idem p12, p14, p15, p18

³⁴ Principalement autour de ces projets de l'Initiative des Nouvelles routes de la Soie (BRI) et sa composante maritime (MSRI).

Chronologie de Accords de BSA Sino-Africains et MENA

Liste chronologique des accords de BSA signés entre l'Afrique, la région MENA et la Chine

DATE	PAYS	ACCORDS ET MONTANTS
2012/01/17	United Arab Emirates	Accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20 milliards d'AED.
2012/02/21	Turquie	Accord bilatéral de swap de devises de 10 milliards de RMB / 3 milliards de TRY.
2014/11/03	Qatar	Le protocole d'accord sur l'établissement de mécanismes de compensation en RMB à Doha, et la signature d'un accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20,8 milliards de QAR. La Chine a annoncé le programme RQFII pour le Qatar avec un quota de 30 milliards de RMB
2015/04/10	Afrique du Sud	Accord bilatéral de swap de devises locales de 30 milliards de RMB / 54 milliards de ZAR.
2015/09/26	Turquie	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 12 milliards de RMB / 5 milliards de Lira.
2015/12/14	United Arab Emirates	Accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20 milliards d'AED. Le même jour, les deux parties ont signé le protocole d'accord sur l'établissement de mécanismes de compensation en RMB aux Émirats arabes unis. La PBOC a accepté d'étendre le programme pilote RQFII aux Émirats arabes unis, avec un quota d'investissement de 50 milliards de RMB.
2016/05/11	Maroc	Accord bilatéral de swap de devises locales de 10 milliards de RMB / 15 milliards.
2016/12/06	Égypte	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20,8 milliards de QAR, la période de validité est de 3 ans.
2017/11/02	Qatar	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20,8 milliards de QAR, la période de validité est de 3 ans.
2018/04/03	Afrique du Sud	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 30 milliards de RMB / 54 milliards de ZAR.
2018/04/27	Nigéria	Accord bilatéral de swap de devises locales de 15 milliards de RMB / 720 milliards de NGN.
2019/05/30	Turquie	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 12 milliards de RMB / 10,9 milliards de TRY.
2020/02/10	Égypte	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 18 milliards de RMB / 41 milliards
2021/01/06	Qatar	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 20,8 milliards de QAR.
2021/06/04	Turquie	Signature d'un amendement à l'accord bilatéral de swap de devises pour étendre l'échelle du swap à 35 milliards de RMB / 46 milliards de TRY.
2021/06/06	Nigéria	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 15 milliards de RMB / 967 milliards de NGN.
2021/09/13	Afrique du Sud	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 30 milliards de RMB / 68 milliards de ZAR.
2022/06/06	Turquie	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 35 milliards de RMB / 85 milliards de TRY.
2023/02/20	Égypte	Renouvellement de l'accord bilatéral de swap de devises locales de 18 milliards de RMB / 80,7 milliards d'EGP.
2024/09/04	Île Maurice	Accord bilatéral de swap de devises locales de 2 milliards de yuans (281 millions de dollars) - soit 13 milliards de roupies mauriciennes - et l'accord est valable pour trois ans, qui peut être prolongé par consentement mutuel.

Tableau réalisé d'après le rapport d'internationalisation 2023 du RMB publié par la People's Bank of China (PBOC) et Bank of Mauritius « Media Release : Chinese Yuan / Mauritian Rupee Bilateral Currency Swap Arrangement between The People's Bank of China and Bank of Mauritius », 4 Septembre 2024.

L'accès aux ressources

En élargissant le spectre géographique de l'analyse on constate que la répartition des BSA en Afrique et dans la région MENA semble indiquer une priorité évidente accordée à l'approvisionnement énergétique. Pékin a d'abord focalisé ses efforts à tisser des relations financières avec les grands exportateurs de pétrole de la région MENA, dont les Émirats Arabes Unis, la Turquie et le Qatar, avec qui elle signe ses premiers accords bilatéraux de swaps de devises dans la région entre 2012 et 2014 (voir le tableau 1). Puis, dans ce qui pourrait s'apparenter à une stratégie de diversification de ses sources énergétiques d'énergies fossiles et renouvelables, la Chine signe des swaps avec des pays africains comme le Maroc, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud, fournisseurs de pétrole, de gaz naturel et d'autres matières premières. Ces partenariats garantissent un accès stable aux ressources nécessaires à la croissance économique chinoise, en facilitant les transactions et la liquidité en Renminbi.

Plus grand consommateur d'énergie au monde³⁵, la Chine dépend fortement des importations de pétrole brut, notamment en provenance d'Afrique, qui représentaient 46,8 % de ses importations totales d'énergie fossile en 2019³⁶.

L'analyse par produit, montre que les importations Chinoise de l'Afrique restent aujourd'hui concentrées sur les hydrocarbures (plus des deux tiers de leur valeur totale) et mes matières premières, tandis que les exportations chinoises vers l'Afrique sont remarquablement diversifiées et dominées par des produits manufacturés. Concrètement, la Chine importe massivement des produits finis dans le monde, en particulier dans le secteur Machines et équipements électriques (Machinery and Electrical), qui a été le deuxième secteur le plus important de ses exportations mondiales entre 2016 et 2021³⁷.

Alors que ces importations des régions Nord Afrique et moyen orient, et d'Afrique subsaharienne sont essentiellement les hydrocarbures et les matières premières.

Part Moyenne des exportations Chinoises en “Mach and Elec”
(Machinery and Electrical) de 2016 à 2022 dans les exportations chinoises totales

Aire géographique concernée	Part Moyenne des Exportations Chinoises en “Mach and Elec” de 2016 à 2022 dans les Exportations chinoises totales ³⁸
Europe et Asie centrale	48,19 %
Afrique du Nord et Moyen-Orient	48,61 %
Amérique du Nord	47,13 %
Afrique Sub-saharienne	39, 60%

Calculs réalisés d'après les données du World Integrated Trade Solution (WITS Data) : <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/SSF/StartYear/2016/EndYear/2022/TradeFlow/Import/Indicator/MPRT-PRDCT-SHR/Partner/USA/Product/all-groups>. Consulté le 20 octobre 2024

35 Primary energy consumption by country 2023. (s. d.). Statista. Consulté le 21 octobre 2024, à l'adresse <https://www.statista.com/statistics/263455/primary-energy-consumption-of-selected-countries/>

36 Chaziza, M. (2021). China's Friendly Cooperative Relations with Tunisia in the Age of the New Silk Road Initiative. Journal of Balkan and Near Eastern Studies, 23(2), 301–320. <https://doi.org/10.1080/19448953.2021.1872013>.

37 Le premier groupe de produit exporté étant les biens capitaux. Voir World Integrated Trade Solution (WITS) <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/Year/2022/TradeFlow/EXPIMP/Partner/by-country>

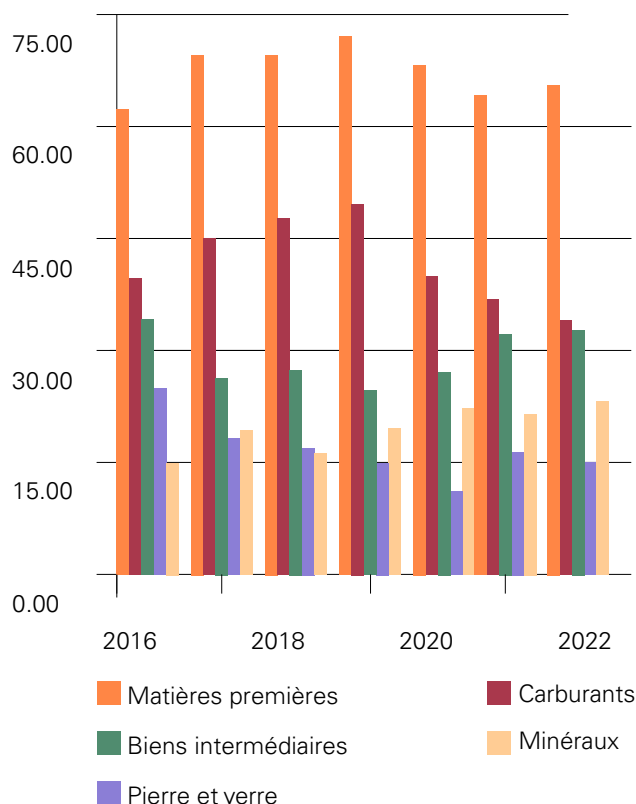
38 Correspond à la part du produit dans le commerce total de marchandises (exportation ou importation) au cours d'une année donnée.

Figure 4 : Part des produits importés de la chine des régions « Nord Afrique et Mena » et « Afrique subsaharienne » de 2016 à 2022

Region : Afrique subsaharienne

Part des produits importés (%)

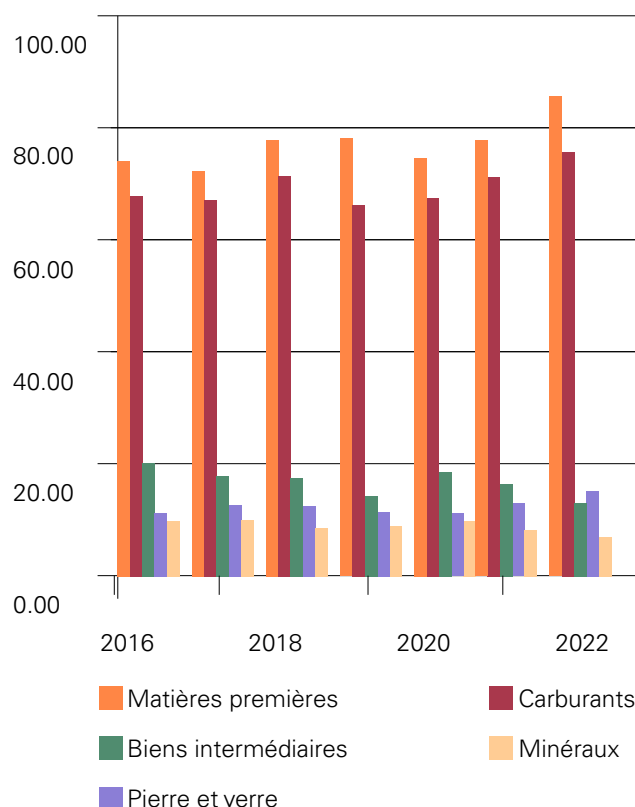
Source : WITS – Profil par pays



Région : Afrique du Nord et MENA

Part des produits importés (%)

Source : WITS – Profil par pays



Source : les données du World Integrated Trade Solution (WITS Data) : <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/StartYear/2016/EndYear/2022/TradeFlow/Import/Indicator/MPRT-PRDCT-SHR/Partner/SSF/Product/all-groups#>. Consulté le 20 octobre 2024

Cette asymétrie illustre bien la spécialisation des économies africaines dans l'exportation de matières premières, des produits à faible valeur ajoutée, peu créateurs d'emplois et souvent associés à une dépendance accrue envers la Chine. D'un autre côté, ceci illustre que ces importations peuvent également offrir des opportunités de développement alternatif pour l'Afrique. En effet, l'accès à des machines et équipements à des coûts potentiellement plus bas peut faciliter l'investissement dans des infrastructures et des capacités de production. Cependant, pour que cela se traduise par une industrialisation significative, les pays africains doivent développer des stratégies claires d'industrialisation qui répondent aux besoins de leurs pays.

Le positionnement géostratégique est une autre dimension cruciale des accords de swaps.

Il est clair que l'initiative la Ceinture et la Route (BRI)³⁹ est un autre pilier de cette stratégie de déploiement des BSA chinois. Les pays signataires de la BRI, ou ceux qui sont géo stratégiquement importants pour ses corridors de transport et de commerce, sont des partenaires privilégiés pour les BSA. Par exemple, l'Égypte, avec sa position stratégique sur le canal de Suez, et le Maroc, porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest, sont des points clés pour la connectivité de la BRI. Les BSA facilitent les échanges commerciaux et les investissements liés à la BRI en réduisant les risques de change et en offrant des liquidités en RMB, contournant ainsi la dépendance au dollar américain. En encourageant l'utilisation du RMB dans les transactions bilatérales via les BSA, la Chine réduit sa propre vulnérabilité économique. Ainsi, les pays impliqués dans l'initiative des « Nouvelles Routes de la Soie » représentent, pour la Chine, des partenaires stratégiques évidents. Plusieurs études, notamment celles de Zhang et al. (2016)⁴⁰ ou Song et Xia (2020)⁴¹, mettent en évidence les effets bénéfiques des accords de BSA en RMB sur l'intégration économique entre la Chine et ses partenaires. Elles révèlent notamment une augmentation marquée des échanges bilatéraux, qui peut atteindre jusqu'à un tiers pour certains pays.

L'expansion récente des BRICS+ incluant maintenant l'Égypte, les Émirats Arabes Unis marque un développement significatif dans le domaine des relations internationales et de la collaboration économique. Cette coalition élargie non seulement renforce la diversité de ses États membres, mais amplifie également son influence collective sur la scène mondiale. Avec l'ajout de ces nouveaux membres, les BRICS+ représentent désormais environ 40 % de la population mondiale. Le poids démographique d'une population aussi vaste offre un marché substantiel pour les biens et services, favorisant des opportunités de commerce et d'investissement qui pourraient rivaliser avec les puissances économiques traditionnelles. À mesure que les BRICS+ continuent de croître, leur influence est appelée à remodeler la dynamique de la gouvernance mondiale, encourageant un monde multipolaire où les économies émergentes jouent un rôle plus important dans les processus de prise de décision. L'adhésion donc ou l'association à des blocs comme les BRICS+ facilite directement la conclusion et l'efficacité des accords de swaps bilatéraux. En effet, l'appartenance à un tel groupe signale une convergence d'intérêts économiques et géopolitiques, renforçant la confiance mutuelle nécessaire à ces accords. Les plateformes de discussion et de coopération au sein des BRICS+ permettent d'harmoniser les politiques monétaires et financières, de partager les meilleures pratiques et de coordonner les stratégies de dé-dollarisation. De plus, la taille et l'influence croissantes des BRICS+ créent un environnement propice à l'utilisation accrue des monnaies locales dans le commerce et l'investissement intra-bloc, rendant les BSA encore plus pertinents et avantageux pour les membres. L'Afrique du Sud, en tant que membre fondateur, et les nouveaux membres comme l'Égypte et les Émirats Arabes Unis, bénéficient ainsi d'un cadre institutionnel qui légitime et encourage ces partenariats financiers alternatifs avec la Chine.

39 De 149 pays signataires de la BRI, 53 sont des pays africains, <https://greenfdc.org/countries-of-the-belt-and-road-initiative-bri/>

40 Zhang, M., & Tao, J. (2016). The economics of RMB internationalization. *Asian Economic Papers*, 15(3), 104–123. https://doi.org/10.1162/ASEP_a_00448

41 Song, B., & Xia, Y. (2020). Bilateral swap agreement and renminbi settlement in cross-border trade. *Economic and Political Studies*, 8(3), 355–373. <https://doi.org/10.1080/20954816.2020.1780818>

CONCLUSION : Les Swaps chinois, un outil monétaire utile, mais dans une stratégie plus large

Les accords bilatéraux de swaps de devises (BSA) se sont affirmés comme une alternative bilatérale pertinente pour répondre à certains besoins de liquidité et de stabilité, notamment face aux défaillances du système financier international. Cet article, a cherché à comprendre la logique, et les intérêts qui sous-tendent ces accords entre la Chine et les pays africains, afin d'en tirer des enseignements quant à leur potentiel.

Les accords bilatéraux de swaps de devises (BSA) se sont affirmés comme une alternative bilatérale pertinente pour répondre à certains besoins de liquidité et de stabilité, notamment face aux défaillances du système financier international. Cet article, a cherché à comprendre la logique, et les intérêts qui sous-tendent ces accords entre la Chine et les pays africains, afin d'en tirer des enseignements quant à leur potentiel.

Comme nous l'avons montré dans ce papier, l'engagement de la Chine en Afrique repose sur une logique multidimensionnelle, combinant à la fois des intérêts économiques et des ambitions géostratégiques, à savoir : sécuriser des ressources critiques pour son développement, étendre ses débouchés commerciaux et renforcer son influence sur la scène internationale. Des pays comme le Nigéria et la RDC, riches en ressources naturelles comme le pétrole, le cobalt et le cuivre ou l'Égypte, positionnée sur des routes commerciales clés, illustrent cette approche ciblée chinoise. L'ampleur des accords de BSA chinois dépend donc largement de la position du pays, dans la chaîne des valeurs mondiales et de la disponibilité de ses ressources pour le développement et la croissance chinoise, son emplacement géographique, du volume d'échanges commerciaux existants ou envisagés.

Loin de constituer une alternative au FMI, les accords de swap monétaires se révèlent être des instruments de coordination efficaces et adaptables face aux urgences financières. Il est crucial de reconnaître que ces BSA ne constituent pas des instruments de développement en soi, ni une panacée aux problèmes structurels des économies africaines.

Cependant, Contrairement aux DTS du FMI et les conditionnalités rigides qui y sont rattachées, les BSA chinois peuvent offrir des avantages décisifs pour les pays africains :

1. Une liquidité urgente sans conditions d'austérité imposée,
2. Une stabilité monétaire face aux chocs ce qui réduit la vulnérabilité aux fluctuations du dollar,
3. Un levier de diversification des échanges et des réserves qui atténue progressivement la dépendance historique aux institutions de Bretton Woods,

Leur utilisation instaure une coopération pragmatique qui peut être gagnante pour les pays africains. Cependant, leur pleine valeur ne se révèle que lorsqu'ils sont insérés dans une stratégie globale de développement économique et de diversification. Les accords de coopération au développement, ou l'adhésion à des blocs comme les BRICS+ sont autant d'instruments complémentaires qui peuvent réellement lancer et soutenir cette diversification économique dans un but de transformation structurelle des économies africaines.

Car le risque est réel : sans une approche réfléchie, orientés vers le développement réel des besoins des pays africains ces accords pourraient reproduire les anciennes dépendances et perpétuer des logiques extractives, remplaçant simplement une domination par une autre. Il est donc essentiel que les pays africains négocient ces instruments de partenariats avec lucidité et intègrent ces outils dans des politiques nationales qui visent l'industrialisation, le développement des infrastructures durables et le renforcement de leur souveraineté économique et monétaire.

Références:

- Agence Ecofin. (2018, 13 mai). Morocco and China Sign \$1.54bn Currency Swap Agreement. Ecofin Agency. <https://www.ecofinagency.com/finance/1305-34377-morocco-and-china-sign-1-54bn-currency-swap-agreement>
- Nureni, O. (2014). Deregulation of the Nigerian economy: The theoretical milieu. *Megatrend revija*, 11(3), 205–214. <https://doi.org/10.5937/MegRev1403205N>
- Ben Gadha, M., Kaboub, F., Koddenbrock, K., Mahmoud, I., & Sylla, N. S. (2021). Introduction. In M. Ben Gadha, F. Kaboub, K. Koddenbrock, I. Mahmoud, & N. S. Sylla (Eds.), *Economic and Monetary Sovereignty in 21st Century Africa* (pp. 1–22). Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv244ssnb.4>
- Ben Gadha, M. (2025, April). The backfire effect: Trump's tariffs and the rise of the global South. Rosa-Luxemburg-Stiftung North America. <https://rosaluxna.org/publications/the-backfire-effect-trumps-tariffs/>
- Ben Rouine, C. (2023). Sortir du FMI : Diversifier l'économie pour garantir la souveraineté économique de la Tunisie. Observatoire Tunisien de l'Économie. https://www.economie-tunisie.org/sites/default/files/version_actuelle_sortir_du_fmi_-_partie_1_-_diversifier.pdf
- Bourgeon, P.-A., & Sgard, J. (2012, décembre). Les swaps de devises entre banques centrales : une méthode nouvelle de régulation du système monétaire international (Les Dossiers du CERI, No. 6/2012). Sciences Po, CERI. https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/swaps_pbjs.pdf
- Chafik, O., & Bendob, A. (2024, August 8). Bilateral Currency Swaps (BCS): Global situation and relevancy among Arab countries. Arab Monetary Fund. <https://www.amf.org.ae/en/publications/economic-studies/bilateral-currency-swaps-bcs-global-situation-and-relevancy-among>
- Chaziza, M. (2021). China's friendly cooperative relations with Tunisia in the age of the New Silk Road Initiative. *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 23(2), 301–320. <https://doi.org/10.1080/19448953.2021.1872013>
- China-Africa Institute of Technology and Economic Cooperation (CAITEC). (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines 2023. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163336928.pdf>
- Sardana, V., & Goswami, T. (2016). China's Bilateral Currency Swap Agreements: Recent Trends. *China Report*, 52(2), 138–150. <https://doi.org/10.1177/0009445515627210>
- Dembele, D. M. (2003). Debt and destruction in Senegal: A study of twenty years of IMF and World Bank policies. *World Development Movement*.
- China-Tunisia Strategic Partnership: Why now? (s. d.). EPC. Consulté le 27 septembre 2024, à l'adresse <https://epc.ae/en/details/featured/china-tunisia-strategic-partnership-why-now->
- Egypt, China sign currency swap deal worth 2.62 bln USD. (2016, 7 décembre). gov.cn. https://english.www.gov.cn/news/international_exchanges/2016/12/07/content_281475510022956.htm
- Egypt. (s. d.). Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. Consulté le 17 octobre 2024, à l'adresse https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/gjhdq_665435/2913_665441/2813_663616/
- Electrical machinery and electronics (HS: 85) product trade, exporters and importers. (s. d.). The Observatory of Economic Complexity. Consulté le 14 novembre 2024, à l'adresse <https://oec.world/en/profile/hs/electrical-machinery-and-electronics>
- Emmanuel, O. M. (2021). Nigeria-China Swapization and the sinking Nigerian currency [Master's thesis]. Godfrey Okoye University. https://ir.gou.edu.ng/bitstream/handle/123456789/275/MSc_PROJECT_Emmanuel_Obiah_Mmadubuike_GOUNI%20%282%29.pdf?sequence=1
- En Égypte, le président chinois Xi Jinping signe pour 15 milliards de dollars de contrats. (2016, 21 janvier). Jeune Afrique.com. <https://www.jeuneafrique.com/295826/economie-entreprises/egypte-president-chinois-xi-jinping-signe-15-milliards-de-dollars-de-contrats/>
- Horesh, N. (2023). China and Morocco: Improbable Partners? *Janus.Net*, 14(1), 289–294. <https://doi.org/10.26619/1647-7251.14.1.02>
- Horn, S., Parks, B. C., Reinhart, C. M., & Trebesch, C. (2023, April). China as an international lender of last resort (NBER Working Paper No. 31105). National Bureau of Economic Research. <https://www.nber.org/papers/w31105>
- Hussein, S., Ali, R., & Abdallah, R. (2024, avril). Egypt's successive economic crises: The IMF's impact and pathways to just monetary, food, and social policies. Arab Reform Initiative. <https://www.arab-reform.net/publication/egypts-successive-economic-crises-the-imfs-impact-and-pathways-to-just-monetary-food-and-social-policies/>
- International Monetary Fund (IMF). (2016, 1 décembre). Les services du FMI concluent les discussions relatives aux consultations de 2016 au titre de l'article IV et à la première revue de l'accord au titre de la ligne de précaution et de liquidité avec le Maroc. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2016/12/01/PR16533-Morocco-IMF-Staff-Completes-2016-Article-IV-Consultation-First-Review-of-PLL>
- Kingston, K. G. (2011). The impacts of the World Bank and IMF Structural Adjustment Programmes on Africa: The case study of Cote D'Ivoire, Senegal, Uganda, and Zimbabwe. *Sacha Journal of Policy and Strategic Studies*, 1(2), 110–130.
- La croissance de l'influence chinoise en Égypte: signes et conséquences. (s. d.). The Washington Institute. Consulté le 17 octobre 2024, à l'adresse <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/growth-chinese-influence-egypt-signs-and-consequences>
- En Tunisie, les négociations avec le FMI sont « complètement à l'arrêt ». *Le Monde*. (2023, 26 juillet). https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/26/en-tunisie-les-negociations-avec-le-fmi-sont-completement-a-l-arret_6183445_3212.html

Des investissements chinois de 80 milliards de dollars pour le pétrole nigérian. *Le Monde*. (2016, 1 juillet). https://www.le-monde.fr/afrique/article/2016/07/01/des-investissements-chinois-de-80-milliards-de-dollars-pour-le-petrole-nigerian_4962178_3212.html

L'Égypte peut-elle jouer un rôle dans l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne? (s. d.). Middle East Eye édition française. Consulté le 17 octobre 2024, à l'adresse <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/egypte-approvisionnement-energetique-union-europeenne-gaz>

Macaire, C. (2024, mai). Comment la Chine internationalise sa monnaie. *L'Économie politique*, 102(2), 8–18.

Morocco and China Sign Joint Belt and Road Implementation Plan. (s. d.). Ministry of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccan Expatriates. Consulté le 24 octobre 2024, à l'adresse <https://diplomatie.ma/en/morocco-and-china-sign-joint-belt-and-road-implementation-plan>

Morocco: China's gateway to Africa? (s. d.). *The Diplomat*. Consulté le 17 octobre 2024, à l'adresse <https://thediplomat.com/2017/03/morocco-chinas-gateway-to-africa/>

Moses-Ashike, H. (2023, 12 avril). Nigeria-China currency swap fails to stabilise naira 5 years after. *Businessday NG*. <https://businessday.ng/business-economy/article/nigeria-china-currency-swap-fails-to-stabilise-naira-5-years-after/>

Murau, S., Westermann, C., & Fink, P. (2023). International monetary hierarchy through emergency US-dollar liquidity: A key currency approach. *Competition & Change*, 27(3-4), 495–515. <https://doi.org/10.1177/10245294221118661>

Nedopil, C. (2024). Bulletin économique Chine-Afrique, édition 2024. Boston University Global China Program. <https://www.bu.edu/gdp/files/2024/04/GCI-China-Africa-Bulletin-2024-FR-FIN.pdf>

Nedopil Wang, C. (2025, février). China Belt and Road Initiative (BRI) Investment Report 2024. Green Finance & Development Center, FISF Fudan University; Griffith Asia Institute, Griffith University <https://greenfdc.org/china-belt-and-road-initiative-bri-investment-report-2024/>

Nigeria faces prospects of fragile economic recovery in 2017. (2017, 19 mai). World Bank. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/05/19/nigeria-faces-prospects-of-fragile-economic-recovery-in-2017>

People's Bank of China. (2023). 2023 RMB internationalisation report. <http://www.pbc.gov.cn/en/3688110/3688172/4157135/4157454/2023101314352758852.pdf>

Ph.D., Department of Accountancy/ Business Administration/Banking and Finance, Alex Ekwueme Federal University, Ndufu Alike Ikwo, Ebonyi State, Nigeria., et al. (2020, mars). Nigeria and China Bilateral Currency Swap: Perceived Economic Implications and Prospects. *International Journal of Recent Technology and Engineering (IJRTE)*, 8(6), 1880–1891. <https://doi.org/10.35940/ijrte.F7603.038620>

Press, A. (2016, 3 novembre). Egypt devalues currency by 48% to meet IMF demands for \$12bn loan. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/03/egypt-devalues-currency-meet-imf-demands-loan>

Primary energy consumption by country 2023. (s. d.). Statista. Consulté le 21 octobre 2024, à l'adresse <https://www.statista.com/statistics/263455/primary-energy-consumption-of-selected-countries/>

Punch Newspapers. (2018, 3 mai). China, Nigeria Seal Currency Swap Deal. <https://punchng.com/china-nigeria-seal-currency-swap-deal/>

Rudin, J. (2001, 30 novembre). L'Afrique du Sud ou la dette de l'Apartheid. *CADTM*. <https://www.cadtm.org/L-Afrique-du-Sud-ou-la-dette-de-l>

Sallon, H. (2018, janvier). L'économie, talon d'Achille du président Sissi. *Le Monde*, 2

Sereni, J.-P. (2017, 2 février). Le saut dans le vide de l'économie égyptienne. *Orient XXI*. <https://orientxxi.info/magazine/le-saut-dans-le-vid-de-l-economie-egyptienne,1692>

Song, B., & Xia, Y. (2020). Bilateral swap agreement and renminbi settlement in cross-border trade. *Economic and Political Studies*, 8(3), 355–373. <https://doi.org/10.1080/20954816.2020.1780818>

Sullivan, D., & Hickel, J. (2025). Plundering Africa: Income deflation and unequal ecological exchange under structural adjustment programmes. *Review of African Political Economy*. Advance online publication. <https://doi.org/10.1080/03056244.2024.2372728>

Sylla, N. S., & Pigeaud, F. (2021). *Africa's last colonial currency: The CFA franc story*. Pluto Press.

Treaty for the establishment of a BRICS Contingent Reserve Arrangement. (s. d.). Consulté le 21 mars 2025, à l'adresse <http://www.brics.utoronto.ca/docs/140715-treaty.html>

Tunisia joins China's Belt and Road Initiative as it seeks to diversify trade, investment. (s. d.). *AW*. Consulté le 21 mars 2025, à l'adresse <https://theArabweekly.com/tunisia-joins-chinas-belt-and-road-initiative-it-seeks-diversify-trade-investment>

Ubah, N. C. (2025). Structural Adjustment Programme (SAP) and Nigeria's Development: Lessons for the Government. *Journal of African Innovation and Advanced Studies*, 7(2). <https://doi.org/10.70382/ajaias.v7i2.010>

World Bank. (1994, May 13). Nigeria- Structural adjustment program: Policies, implementation, and impact. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/959091468775569769/pdf/multi0page.pdf>

World Bank. (s. d.). World Integrated Trade Solution (WITS): China Product Exports and Imports 2022. Consulté le 17 juillet 2025, à l'adresse <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/Year/2022/TradeFlow/EXPIMP/Partner/WLD/Product/All-Groups>

Zhang, M., & Tao, K. (2016). The economics of RMB internationalization. *Asian Economic Papers*, 15(3), 104–123. https://doi.org/10.1162/ASEP_a_00448



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

